

**Unité départementale de la Marne**  
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00  
Parc technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51 100 REIMS

Reims, le 11/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VIVESCIA – Site de Pomacle**

2 rue Clément Ader  
BP 1017  
51100 Reims

Références : D1 2023 187  
Code AIOT : 0005701709

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2023 dans l'établissement VIVESCIA implanté Route Départementale D20 A 51110 Pomacle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VIVESCIA
- Route Départementale D20 A 51110 Pomacle
- Code AIOT : 0005703292
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le silo de Pomacle a été autorisé au titre de la rubrique 2160-2. Le site a une capacité de stockage de 127 667 m3, il est composé de 2 silos métalliques :

- Un silo vertical comprenant huit cellules métalliques de 1 500 t (2 000 m3)
- Huit cellules métalliques "Privé" de 10 400 t (13 867 m3)

L'activité du site consiste à réceptionner du blé sec provenant d'autres silos pour alimenter les usines Cristanol et ADM Chamtor, localisées sur le même pôle industriel. Trois nettoyeurs permettent d'obtenir un blé propre.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Point administratif, rubriques, état des stocks ;
- Sécurité des installations ;
- Propreté empoussièrément ;
- Contrôles périodiques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
13	Effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 06/03/2009, article 4.3.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Point administratif	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 3	/	Sans objet
2	Inventaire des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 06/03/2009, article 7.2.1	/	Sans objet
3	Dispositions d'exploitation - formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
4	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 06/03/2009, article 7.6.5	/	Sans objet
5	Procédures d'exploitation - maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
6	Zones à atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 31/03/1980, article 2	/	Sans objet
7	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
8	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 7	/	Sans objet
10	bassin de confinement, bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 06/03/2009, article 7.6.6.1	/	Sans objet
11	Thermométrie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	propreté empoussièrément	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
14	Autosurveillance - prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/03/2009, article 9.2.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les différents points contrôlés n'ont pas permis de relever d'écarts majeurs. Bien que le séparateur à hydrocarbures - débourbeur fasse l'objet d'une maintenance régulière, l'inspection demande à l'exploitant de procéder au contrôle de la qualité des rejets dans le bassin d'infiltration afin de vérifier qu'ils sont conformes à l'arrêté préfectoral du 06/03/2009 et de vérifier l'efficacité du dispositif de traitement des eaux.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Point administratif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
<b>Constats :</b> Sur le site, transite le blé provenant des différents silos du groupe, destiné à l'alimentation des usines Cristanol et ADM-Chamtor. Le blé est acheminé depuis le silo de Pomacle jusqu'à l'usine Cristanol par transporteur à bande, en fonction de la demande et environ 18 camions alimentent l'usine ADM-Chamtor chaque jour. L'activité de stockage de céréale relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2160-2. La capacité totale autorisée pour le site est : 127 668 m <sup>3</sup> . Le site comprend : - 8 cellules de 1 500 t (2 000 m <sup>3</sup> ) - 8 cellules de 10 400 t (13 867 m <sup>3</sup> ) - 1 boisseau de chargement de 350 t (467 m <sup>3</sup> ) - 1 boisseau à poussière L'état des stocks faisait apparaître 85 033 t (113 376 m <sup>3</sup> ) de produits stockés sur le site le jour de la visite. Soit un taux de remplissage de 88 % environ de la capacité autorisée. Environ 30 l de l'insecticide TALISMA UL utilisé pour le traitement des céréales, relevant de la rubrique 4510 étaient stockés sur le site. Les quantités stockées sur le site sont en deçà du seuil de déclaration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Inventaire des substances dangereuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2009, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inventaire des substances dangereuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les

<p>risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté la fiche de donnée sécurité (FDS) du TALISMA UL relevant de la rubrique 4510.</p> <p>La fiche de données sécurité (FDS) faisait apparaître le pictogramme de danger GHS09 "Dangereux pour le milieu aquatique" du règlement CLP.</p> <p>Concernant les conditions de stockage la FDS préconisait :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de conserver le produit dans l'emballage d'origine, dans un endroit frais, sec et bien ventilé et de tenir le produit à l'abris du gel (T°&gt;-5°)</li> </ul> <p>Elle précisait également d'éviter le rejet dans l'environnement.</p> <p>Le produit était stocké dans un cubi de 1000l, selon l'exploitant, la quantité présente sur le site était de 30 l environ. Le pictogramme "Dangereux pour l'environnement aquatique" était bien affiché sur le cubi. Le produit était stocké sur bac de rétention. Les conditions de stockage préconisées par la FDS étaient bien respectées.</p> <p>La dernière révision de la FDS datait du 21/01/2019.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 3 : Dispositions d'exploitation - formation du personnel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, formation du personnel</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p><b>Constats :</b> L'historique des formations suivies par le chef de silo a été présenté, les dernières formations liées à la sécurité des installations sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Permis feu – plan de prévention : 19/10/2022</li> <li>Welcom Vivescia (information et encadrement des intérimaires) : 06/06/2020</li> <li>Sécurité des installations : 13/03/2018</li> <li>Habilitation électrique : 27 et 28/02/2017</li> </ul> <p>Les formations suivies par le chef de silo sont adaptées aux risques liés à l'exploitation des silos.</p> <p>Le chef de silo a également suivi une formation pour pouvoir participer à l'accueil des intérimaires, les tenir informés des risques rencontrés sur les silos et des règles de sécurité à mettre en œuvre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 4 : Consignes de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2009, article 7.6.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,</li> <li>- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Différentes procédures ont été présentées (conduite à tenir en cas d'incident, travaux par point chaud, inertage...). Les consignes étaient affichées.</p> <p>Les permis-feu ont été présentés. Le chef de silo et ses deux adjoints sont habilités à signer les permis-feu. La dernière formation permis-feu du chef de silo a été suivie le 19/10/2022.</p> <p>Les derniers permis-feu dataient du 02/12/2022 et du 10/03/2023. Les travaux ont été suivis de deux rondes dans le cadre d'une surveillance après travaux.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
--

#### N° 5 : Procédures d'exploitation - maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédures d'exploitation - maintenance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle préventif des installations est réalisé en interne par le service maintenance.</p> <p>Selon l'exploitant, un système de Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) est en place. La traçabilité des interventions est informatisée et centralisée. Les anomalies de fonctionnement peuvent être signalées au service maintenance interne via cette application.</p> <p>Le dernier contrôle préventif des installations a été réalisé le 14 mars 2022. S'en sont suivi les travaux liés à la maintenance en date du 25/03/2022 au 06/05/2022 et du 21/12/2022. Le rapport a été présenté. Il faisait état de la liste des points de contrôle.</p> <p>Selon l'exploitant le contrôle préventif de 2023 doit être réalisé prochainement.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>



**N° 6 : Zones à atmosphère explosive**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/03/1980, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, zones à atmosphère explosive
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant définit les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives : <ul style="list-style-type: none"><li>• Soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement ;</li><li>• Soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.</li></ul> Dans les zones ainsi définies, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.
<b>Constats :</b> La description et la localisation des zones à atmosphère explosive (ATEX) a été présentée. Les zones 20 et 22 sont identifiées ainsi que la liste du matériel présent sur chacune des zones et leurs caractéristiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Vérification des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>• l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</li></ul> Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> La dernière vérification des installations électriques réalisée au titre des installations classées date des 05 et 06/04/2022. Le rapport a été présenté. Il ne fait apparaître aucune Non-Conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
<b>Constats :</b> Un dispositif de protection contre la foudre existe. La dernière vérification complète a été réalisée le 14/02/2022, le rapport a été présenté, il ne faisait apparaître aucune Non-Conformité. Selon l'exploitant la dernière vérification visuelle a été réalisée le 02/03/2023, il est en attente du rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>• une réserve d'eau de 400 m<sup>3</sup> constituée de deux réserves de 200 m<sup>3</sup> de capacité unitaire de type "outre". Ces réserves doivent être pleines en toute circonstance et équipées de piquage (équipées de demi raccords symétriques type « DSP ») et sont installées sur des plateformes stabilisées, d'accès facile en permanence et aménagées au plus près de celles-ci afin que la manœuvre des engins et la manipulation du matériel puissent s'effectuer aisément. Les conduites permettant l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie doivent avoir un diamètre nominal de 100 mm. Les réserves sont utilisables en tout temps, à tout moment et signalées par une pancarte très visible indiquant, entre autres, leur capacité en eau. En cas d'indisponibilité de l'une des deux réserves (opération de vidange par exemple), l'exploitant devra en informer le SDIS ;</li> <li>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Deux réserves incendie de 200 m <sup>3</sup> chacune étaient en place sur le site. Elles disposaient chacune de 2 prises d'aspiration. Selon l'exploitant les deux réserves incendie n'ont pas été testées par les pompiers récemment, il admet qu'un nouveau test serait préférable et s'engage à contacter le SDIS pour qu'il réalise les essais. Selon l'exploitant une société externe procède à la vérification annuelle des extincteurs du site. Le dernier contrôle a été réalisé le 10/02/2023. Le rapport a été présenté, il fait état des différents



points contrôlés sur le site. Selon l'exploitant, les besoins et la localisation des extincteurs sur le site ont été évalués par la cette société externe en fonction du niveau de risque.
<b>Observations :</b> L'Inspection prend note de l'engagement de l'exploitant à faire tester les deux réserves incendie du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : bassin de confinement, bassin d'orage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2009, article 7.6.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, bassin de confinement et bassin d'orage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés, muni d'une vanne de barrage, et d'une capacité minimum de 2 500 m<sup>3</sup> avant rejet vers un bassin d'infiltration via un séparateur d'hydrocarbures à 1 mg/l.  La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.9 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.  Le bassin tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site.  Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance</p> <p><b>Constats :</b> Le dispositif de collecte des eaux pluviales comprend un bassin de rétention étanche et un bassin d'infiltration. Les eaux sont collectées dans le bassin de rétention et sont ensuite évacuées vers le bassin d'infiltration via un séparateur d'hydrocarbures débourbeur.  La canalisation reliant les deux bassins peut être fermée par une vanne ce qui permet en cas de pollution ou en cas d'incendie, de collecter les eaux polluées dans le bassin de rétention pour pouvoir les confiner en attendant leur évacuation vers une installation de traitement adaptée. Lors de la visite, l'exploitant a actionné la vanne de fermeture, elle était en bon état de marche. Selon l'exploitant, le dispositif de collecte des eaux de parking est contrôlé dans le cadre de la maintenance annuelle des installations.  Selon l'exploitant lors d'un incident survenu en octobre 2020 sur le parking des camions, les eaux polluées ont été confinées dans le bassin de rétention. Elles ont pu être évacuées en mars 2021 par une société externe, 2 bordereaux de suivi des déchets ont été présentés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le premier daté du 09/03/2021 fait état de la rubrique déchet 13.05.02 * (Boues provenant de séparateur eau/hydrocarbure).</li> <li>• Le second daté du 11/03/2021 fait état de la rubrique déchet 16.07.08 * (Déchets contenant des hydrocarbures)</li> </ul> <p>Selon l'exploitant l'évacuation tardive des eaux polluées est due à la nécessité de régler des problèmes administratifs liés aux assurances.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Thermométrie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Thermométrie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de</p>

<p>stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p> <p>Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p>
<p><b>Constats :</b> Le silo est équipé d'une thermométrie.</p> <p>Selon l'exploitant, le silo vertical (cellule de 1 500 t) est utilisé pour stocker du grain sec pour de courtes durées, en attendant son transfert vers le stockage interne (cellules de 10 400 t) ou pour expédition. Une seule cellule sur les 8 que comprend le silo vertical est équipée de deux sondes de température, selon l'exploitant, cette cellule est utilisée pour le cas où il y aurait un arrivage de céréales de mauvaise qualité présentant un risque d'échauffement. Il n'y a pas de sonde dans les 7 autres cellules du silo vertical. L'exploitant précise que, pour le stockage de blé, selon le « Guide de l'état de l'art sur les silos », les cellules du silo vertical n'ont pas besoin de thermométrie. En effet, la dimension des cellules du silo verticale étant de 9 m, elle est inférieure à la dimension critique définie dans l'article 14 du « Guide de l'état de l'art sur les silos » au-delà de laquelle une thermométrie doit être mise en place.</p> <p>Chacune des 8 grandes cellules métalliques « Privé » (cellule de 10 400 t), dispose de 6 sondes périphériques équipées de 7 capteurs et de 3 sondes centrales équipées de 8 capteurs.</p> <p>Les températures peuvent être visualisées en direct, sur un écran, sur le site, dans le bureau de l'exploitant. Le dispositif de suivi de la thermométrie permet de fixer un seuil de température, ce dernier peut être modifié en fonction de la saison. En cas de dépassement du seuil, une alerte visuelle apparaît sur l'écran (affichage en rouge). Les relevés de températures sont imprimés une fois par semaine et archivés. Ils ont été présentés. Les températures observées en direct sur écran ne faisaient pas apparaître d'anomalie. Toutes les sondes affichaient des températures cohérentes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 12 : propreté empoussièrement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, propreté empoussièrement</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
<p><b>Constats :</b> La procédure de nettoyage existe.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'une aspiration centralisée, l'aspirateur est situé au 2<sup>e</sup> étage de la tour de manutention. L'exploitant peut avoir recours au balai ponctuellement pour des coins non accessibles. Les conditions d'utilisation du balai sont précisés dans la procédure.</p> <p>La propreté du site est contrôlée une fois par semaine et le nettoyage est réalisé dans la foulée si besoin. Les différentes actions de nettoyage sont enregistrées, le registre a été présenté.</p> <p>L'exploitant précise que le grain qui arrive sur le site est nettoyé avant stockage par trois nettoyeurs entièrement capotés, la diffusion de la poussière pendant leur fonctionnement est relativement faible.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
---

**N° 13 :** Effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2009, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, caractéristiques des rejets des effluents dans le milieu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés : <ul style="list-style-type: none"><li>• les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux ;</li><li>• les dispositions prises pour y remédier ;</li><li>• les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a contrôlé les rejets des effluents acqueux au moment de la mise en service de l'installation et n'a pas réalisé d'analyses sur les eaux susceptibles d'être polluées avant rejet dans le milieu naturel depuis ce premier contrôle. Celui-ci rappelle que le dispositif de collecte et de traitement des eaux de parking fait l'objet d'une maintenance annuelle et est en bon état de fonctionnement et que par conséquent la qualité des rejets est correcte.  L'inspection note les actions menées par l'exploitant dans le cadre de la maintenance pour entretenir le dispositif de récupération et de traitement des eaux de parking et maintenir son bon fonctionnement. Néanmoins, afin de s'assurer de l'efficacité du séparateur à hydrocarbure-débourbeur, l'exploitant doit vérifier que la qualité des rejets est bien conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 mars 2009 de manière périodique. Il fera parvenir à l'inspection des installations classées les résultats du contrôle de la qualité des rejets qu'il aura réalisé et la périodicité qu'il envisage de mettre en place sur le suivi des eaux susceptibles d'être polluées avant rejet au milieu naturel..
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 14 :** Autosurveillance - prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2009, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, auto surveillance - prélèvements d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé périodiquement. Les résultats sont portés sur un registre.
<b>Constats :</b> Un compteur permet de mesurer les volumes d'eau consommés. L'exploitant effectue des relevés et tiens à jours un registre des valeurs relevées. L'exploitant a effectué les 2 derniers relevés à 16 mois d'intervalle, les volumes relevés étaient les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• 04/2021 : 6 563 m<sup>3</sup></li><li>• 08/2022 : 7 770 m<sup>3</sup></li></ul> Soit une consommation de 1 207 m <sup>3</sup> pour 16 mois. Le volume respecte la prescription de l'arrêté

préfectoral. (1 500 m <sup>3</sup> par an)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet